

L'environnement linguistique et culturel mondial et surtout celui de l'Europe en marche souffre, depuis un certain temps, d'une pollution de plus en plus inquiétante, celle qui émane de l'imposition de la langue unique qui serait voulue en tant que véhicule de la pensée unique de la globalisation. Or, si l'hégémonie d'une seule langue et d'une seule culture constitue un problème pour les Pays du monde entier, pour l'Europe, confrontée aux problématiques d'un processus d'intégration avancé, constitue une véritable calamité.

Elle est, en réalité, de nature à transformer ce processus en un processus de colonisation qui compléterait celui mis en place déjà, dans le reste du monde, par la globalisation néolibéraliste et placerait dans le berceau de l'Europe unie, le germe de la discorde et du conflit. L'histoire, même récente, nous enseigne que l'imposition d'une seule langue et d'une seule culture, au sein de sujets politico-territoriaux plurilingues et multi-culturels, constitue, à terme, un puissant facteur de désintégration. Des exemples sont sous les yeux de tous et n'ont pas besoin d'être illustrés. A contrario, l'expérience de la Suisse, son essor et sa réalité quasi-millénaire, dans le respect de ses langues et de ses cultures, devrait être pris comme exemple et point de référence.

Le succès du processus de colonisation au sein des institutions européennes et au niveau de certains décideurs politiques ne doit pas être considéré comme un acquit. Là où nous en sommes, il s'agit d'une réalité éloignée du citoyen européen qui ne le touche pas, encore, directement. Un citoyen que le bien-être matériel rend conformiste et confiant et qui est loin d'imaginer que, au sein de l'Europe réconciliée et unifiée, sa langue, sa culture et son identité sont menacées. A ce stade, la seule conséquence immédiate consiste en une fracture entre le citoyen et l'Europe institutionnelle, un éloignement, une froideur qui prend forme lors de certains événements, tels que, par exemple, les élections du Parlement européen. Une indifférence qui peut se transformer en hostilité déclarée dès que le citoyen se trouvera concrètement confronté aux dégâts du monolinguisme et de la pensée unique.

L'Europe en marche a besoin de mettre en place, d'urgence, **une stratégie pour la sauvegarde de sa diversité linguistique et culturelle**

. Les éléments à retenir sont multiples mais peuvent se résumer en la nécessité d'éviter le décollement entre les institutions européennes et le citoyen et d'avoir un projet européen de société.

Le statut des langues, à l'intérieur des institutions européennes comme à l'extérieur, dans les contacts avec les citoyens, dans les programmes d'instruction nationales, dans les très

nombreux cas d'espèce, ne peut pas être réglé à la dérobée. Il doit faire l'objet d'une régie savante, d'un accord, suivant les procédures habituelles des institutions démocratiques, se baser sur des paramètres objectifs qui tiennent compte, entre autre et avant tout, des critères de représentativité des États Membres au sein des institutions, de leur réalité démographique, de la notion d'État Membre fondateur, dépositaire du modèle original du projet d'intégration, des langues des pays d'accueils et d'autres nombreux facteurs, dans une optique de dialogue, de solidarité et de responsabilité partagée.

Dans ce contexte, la vocation d'Athéna, consiste à participer à toute réflexion et action au sein des institutions européennes et des États Membres, en vue d'identifier les modes et les manières aptes à sauvegarder la diversité linguistique et culturelle de l'Europe qui constitue sa véritable richesse et son identité la plus profonde. Au vu de l'expérience et du savoir faire dont elle dispose, notamment du fait de sa position privilégiée au cœur du processus d'intégration européen, Athéna poursuit le bût d'épauler la Commission pour la prise en compte de l'intérêt général de l'Europe et des citoyens dans la mise en œuvre d'une véritable politique linguistique européenne.

Athéna se propose ainsi de poursuivre, avec le personnel des institutions européennes et en liaison avec les instances et les réseaux qui représentent les citoyens, un travail de réflexion et de mise en valeur de la diversité linguistique et culturelle de l'Europe communautaire dont les résultats, assortis de propositions d'actions seront présentés à la Commission, en vue de relancer un effectif plurilinguisme au sein des institutions européennes et des États Membres.